

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1077>



Imposons le changement dès maintenant !

- Actualités -



Publication date: lundi 25 juin 2012

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

La séquence électorale se clôt par un désaveu net de la droite.

Les appels du pied de ténors de l'UMP au Front National, loin de leur profiter, n'ont servi qu'à aider l'extrême droite à faire son entrée à l'Assemblée nationale.

Le Parti socialiste contrôle désormais tous les leviers du pouvoir.

Mais l'abstention record parmi les classes populaires révèle, au-delà du soulagement de voir Sarkozy et sa clique battus, qu'il n'y a pas beaucoup d'illusions dans la volonté de Hollande de rompre sur le fond avec la politique de son prédécesseur.

Les premières mesures et annonces montrent que le « changement » promis préservera l'essentiel des contre-réformes de la droite.

Le décret sur les retraites pour les carrières longues écorne à peine la réforme Fillon et ne concernera que 110 000 personnes.

Les licenciements, suspendus le temps de la campagne électorale, reprennent de plus belle, le nouveau ministre du Travail, Michel Sapin, se contentant d'en appeler à la « croissance ».

Le « changement » attendra aussi pour l'éducation au-delà de quelques aménagements à la marge :

- en matière de formation, les stagiaires devront se contenter d'une décharge de 3 heures, épongées par les autres professeurs en heures supplémentaires,
- de postes, Vincent Peillon restitue 1 000 postes pour les écoles soit seulement 20% des postes supprimés à la rentrée prochaine,
- et de politique éducative (confirmation du statut Eclair, entre-autres).

Hollande et Ayrault préparent l'opinion à de nouvelles mesures de rigueur. Sans surprise, le rapport de la Cour des comptes, rendu public à la fin du mois, mettra en lumière une situation « plus difficile que prévu » pour justifier le renoncement aux rares et maigres promesses électorales.

Pour faire passer la pilule, le gouvernement cherche à légitimer sa politique en y associant les forces syndicales dans le cadre d'un « dialogue social renouvelé ».

C'est le sens de la Conférence sociale des 9 et 10 juillet prochains.

A l'inverse de ce jeu de dupes qui désarme la mobilisation, il faut reprendre au plus vite l'initiative, se donner tous les moyens de faire entendre les exigences du mouvement social à l'heure où la crise s'approfondit partout en Europe.